

ASSOCIATION CULTUELLE DE L'ÉGLISE PROTESTANTE UNIE DE VALENCE DEUX RIVES

**Association loi 1905
SIREN 410 341 838**

**220 avenue Victor Hugo
26000 VALENCE**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31 décembre 2025

ASSOCIATION CULTUELLE DE L'EGLISE PROTESTANTE UNIE DE VALENCE DEUX RIVES

Association loi 1905

SIREN 410 341 838

220 avenue Victor Hugo

26000 VALENCE

A l'assemblée générale de l'association ASSOCIATION CULTUELLE DE L'EGLISE PROTESTANTE UNIE DE VALENCE DEUX RIVES.

1 OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ASSOCIATION CULTUELLE DE L'EGLISE PROTESTANTE UNIE DE VALENCE DEUX RIVES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2 FONDEMENT DE L'OPINION

2.1 Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 18 mai 2025 à la date d'émission de notre rapport.

3 OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans les paragraphes « Faits caractéristiques de l'exerce » et « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels.

4 JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

5 VERIFICATION SPECIFIQUES

Le rapport d'activité de l'exercice clos le 31 décembre 2025 tel que prévu à l'article 4.A.3 des statuts de l'association ne nous ayant pas été communiqué, nous n'avons pas été en mesure de procéder à la vérification de ce document.

6 RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LA GOUVERNANCE DE L'ENTITE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil presbytéral.

7 RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Valence, le 10 mars 2026

AUDITEO

Société de Commissaires aux comptes
représentée par



Guillaume JABRAND-MARTIN
Commissaire aux comptes associé

BILAN 2025

ACTIF	Exercice 2025			Exercice 2024
	Brut	Amort. et déprec.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	1 336 310	951 815	384 495	403 877
Installations techniques, matériel et outillage	184 444	55 917	128 527	104 259
Immobilisation en cours	468		468	
<i>s/total</i>	<i>1 521 222</i>	<i>1 007 732</i>	<i>513 490</i>	<i>508 136</i>
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Titres immobilisés				
Prêts aux personnels				
Autres prêts	29 735	0	29 735	39 735
Cautions pour loyers, autres				
<i>s/total</i>	<i>29 735</i>	<i>0</i>	<i>29 735</i>	<i>39 735</i>
TOTAL I	1 550 957	1 007 732	543 225	547 871
ACTIF CIRCULANT				
STOCKS ET EN-COURS				
Clients et comptes rattachés				
Avances et acomptes versés				
Autres créances	128	0	128	12 187
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
DISPONIBILITES	152 402	0	152 402	169 856
TOTAL II	152 530	0	152 530	182 043
COMPTE DE REGULARISATION				
TOTAL III				
ACTIF : TOTAL GENERAL (I+II+III)	1 703 487	1 007 732	695 755	729 914

BILAN 2025

PASSIF	Exercice 2025	Exercice 2024
FONDS PROPRES		
FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	454 636	454 636
FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation & équiv.		
RESERVES		
Réserves pour projet de l'entité	236 174	236 174
Réserves autres	17 592	17 592
Report à nouveau	-83 292	
RESULTAT DE L'EXERCICE (BENEFICE ou PERTE)	-97 976	-83 292
TOTAL I	527 134	625 110
PROVISIONS et SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT		
PROVISIONS POUR RISQUES		
PROVISIONS POUR CHARGES		
TOTAL II		
FONDS DEDIES		
TOTAL III		
DETTES		
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT		
Emprunts bancaires	27 961	31 102
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERSES		
Autres emprunts		
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	140 441	73 702
Dettes fiscales et sociales	219	
AUTRES DETTES		
PRODUITS CONSTATES D'AVANCES		
TOTAL IV	168 621	104 804
COMPTES DE REGULARISATION		
TOTAL V		
PASSIF : TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	695 755	729 914

COMPTE DE RESULTAT 2025

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2025	Exercice 2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
Ventes de prestations de service	7 688	11 884
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Subventions	4 791	4 415
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		
Cotisations		
Dons manuels	192 579	215 618
Mécénats		
Legs et donations	247	
Autres produits	14 601	640
Total I	219 907	232 716
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Autres achats et charges externes	93 258	83 555
Aides financières	93 828	97 895
Impôts, taxes et versements assimilés	14 154	14 934
Salaires et traitements	65 101	68 832
Charges sociales	25 563	25 001
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	27 850	19 092
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	138	
Total II	319 892	309 310
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-99 985	-76 594
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	3 156	8 525
Total III	3 156	8 525
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	1 147	1 449
Total IV	1 147	1 449
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	2 009	7 076
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		
PRODUITS EXCEPTIONNELS	0	12 000
Total V	0	12 000
CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	25 775
Total VI	0	25 775
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	0	-13 775
Total des produits (I + III + V)	223 062	253 242
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	321 039	336 534
EXCEDENT OU DEFICIT	-97 976	-83 292
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		

EGLISE DE VALENCE DEUX RIVES

Annexe aux comptes annuels Exercice clos le 31 décembre 2025

SIEGE SOCIAL :

220 Avenue Victor Hugo

26000 VALENCE

OBJET :

L'association culturelle Eglise de Valence deux rives a pour objet d'assurer l'exercice du culte réformé et de pourvoir en tout ou en partie aux frais et besoins du culte et des divers services et activités qui peuvent s'y rattacher.

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES REALISEES :

L'association culturelle Eglise de Valence deux rives assure l'exercice du culte et anime la vie culturelle au sein de trois paroisses (Valence, Bourg-lès-Valence, et Saint-Péray), elle propose des cultes réguliers dans 6 temples couvrant 5 communes, mais également au sein d'EHPAD. Elle propose également un enseignement biblique aux enfants de la primaire au secondaire ainsi que des études bibliques aux adultes. Des temps conviviaux sont proposés et ouvert à tous.

MOYENS MIS EN ŒUVRE :

Les ressources de l'association se composent de trois pasteurs mais également de bénévoles qui occupent des fonctions de conseillers presbytéraux et conseillers paroissiaux.

REGLES ET METHODES COMPTABLES :

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de 695 755 € et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste dégageant un déficit de 97 976 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général, du règlement ANC N°2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement N°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et du règlement ANC N°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

L'association comptabilise depuis l'exercice clos le 31 décembre 2024 dans ses charges la rémunération des ministres en poste ainsi que les charges sociales et fiscales attachées. Cette comptabilisation n'a aucune incidence sur le résultat dans la mesure où le financement de cette masse salariale relève régulièrement de l'Eglise réformée de France et se trouve donc imputée sur la contribution annuelle auprès de l'Union Nationale.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques de l'exercice

Changement de règlement comptable passage de l'ANC 2018-06 au 2022-06. Les principales modifications concernent l'absence de transfert de charges et d'éléments exceptionnels.

Evénements significatifs postérieurs à la clôture

Néant.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entité, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire ou dégressif.

- Immobilier : 50 ans,
- Logiciels : 1 à 5 ans,
- Installations techniques : 7 à 15 ans,
- Matériel et outillage industriels : 5 à 7 ans,
- Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans,
- Matériel de bureau : 5 ans,
- Mobilier : 10 ans,
- Matériel de transport : 5 ans
- Matériel informatique : 3 ans.

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées dans un compte 13 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au même rythme de l'amortissement des biens financés, dans un compte 777.

Subventions sur projet

Au cas présent, la subvention est prise en compte dans les résultats de l'association à hauteur des dépenses réalisées. Tant que l'action n'est pas terminée la comptabilité ne reprend dans ses produits que la quote-part de la subvention destinée à assurer la couverture des frais engagés. La quote-part de subvention excédant la couverture des frais engagés est alors reportée sur l'exercice suivant par le biais d'un compte de fonds dédiés.

Subventions de fonctionnement

N'étant en principe assorties d'aucune condition suspensive ou résolutoire, elles sont rattachées aux périodes qu'elles visent à couvrir. Le cas échéant, si la convention couvre plusieurs exercices sociaux, il convient alors de reporter sur les exercices suivants le produit correspondant par le biais du compte 487000 « produits constatés d'avance ».

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés ne sont pas connus au jour de l'arrêté des comptes en l'absence d'information de l'union nationale. Dans ces conditions nous n'avons pas été en mesure de reporter cette information dans l'annexe.

Le montant éventuellement dû sera néanmoins pris sur la contribution annuelle à l'EPUDF. Il n'y a pas d'impact sur le résultat uniquement de présentation.

Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires dont l'association a bénéficié à titre gracieux correspondent aux dépenses détaillées ci-dessous. Elles ne représentent aucun flux financier pour l'association et en particulier les apports en temps. Elles ne donnent lieu à aucune rémunération de la part de l'association.

L'EPUDF reconnaît à sa juste et grande valeur l'engagement bénévole des femmes et des hommes qui se mobilisent dans le cadre de ses activités ; cet engagement gratuit relève de la grâce prêchée par l'Eglise et qui est une offrande.

La mise en place des outils de décomptes d'heures et l'établissement des bases monétaires de la valorisation du temps des bénévoles contreviennent à la nature profonde de cet engagement. Conformément à la position prise par l'UNAC-EPUDF dans son ensemble, aucune valorisation au titre des contributions volontaires en temps des bénévoles n'est effectuée.

De même, s'agissant des biens immobiliers affectés à l'exercice du culte et qui sont mis à disposition de l'association, puisqu'elle ne peut en tirer aucun revenu, ni d'une vente (ces biens ne lui appartiennent pas), ni de l'exercice de son activité (elle perdrait son caractère cultuel), aucune valorisation au titre de ces immeubles n'est effectuée.

Rémunération des dirigeants article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006

L'association ne compte pas de cadres dirigeants.

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

Informations sur les concours publics et les subventions (ANC 431-9)

Montant comptabilisé au titre des concours publics : 0 €

Montant comptabilisé au titre des subventions : 4 791 €

Ce montant est réparti de la manière suivante entre les financeurs :

- Mairies : 4 791 €

Etat des immobilisations

	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Diminutions	Valeur brute fin exercice
Logiciels				
Immobilisations incorporelles				
Constructions	1 336 310			1 336 310
Installations techniques, matériels et outillages professionnels	151 707	32 736		184 443
Immobilisations en cours		468		
Immobilisations corporelles	1 488 017	33 204		1 521 221
Titres de participations				
Prêts au personnel				
Autres prêts	39 735		10 000	29 735
Dépôts et cautionnements				
Immobilisations financières	39 735		10 000	29 735
Total général	1 527 752	33 204	10 000	1 550 956

La comptabilisation des immobilisations corporelles sur l'exercice 2024 repose sur les règles suivantes :

Ensembles immobiliers :

- Les constructions sont évaluées sur la valeur portée à l'acte de fusion des églises. La durée d'utilité est fixée à 50 ans.

Autres immobilisations corporelles :

- Elles sont traitées en tant qu'éléments non décomposables, sans valeurs résiduelles, et sont amorties sur leur durée d'utilité.

Etat des amortissements

	Montant début exercice	Dotations de l'exercice	Reprises	Montant fin exercice
Immobilisations incorporelles				
Constructions	929 270	8 480		937 750
Installations techniques, matériels et outillages professionnels	50 612	19 370		69 982
Immobilisations en cours				
Immobilisations corporelles	979 882	27 850		1 007 732
Total général	979 882	27 850		1 007 732

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Immobilisations financières	29 735	29 735	
Créances clients et usagers			
Personnel et comptes rattachés	299	299	
Organismes sociaux			
Divers Etat			
Débiteurs divers	127	127	
Total	30 034	30 034	

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Dettes financières	27 962	3 283	14 450	10 229
Fournisseurs et comptes rattachés	140 441	140 441		
Personnel et comptes rattachés				
Organismes sociaux				
Impôts et taxes	219	219		
Autres dettes	130	130		
Total	168 752	144 073	14 450	10 229

Le montant des congés acquis et non pris au 31/12/2025 par les salariés n'est pas connu au jour de l'arrêté des comptes annuels. Dans ces conditions nous n'avons pas été en mesure de le reporter cette information dans l'état des dettes.

Le montant éventuellement dû sera néanmoins pris sur la contribution annuelle à l'EPUDF. Il n'y a pas d'impact sur le résultat uniquement de présentation.

Variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions	Montant en fin d'exercice
Fonds Statutaires - Patrimoine intégré	454 636				454 636
Réserves	253 766				253 766
Report à nouveau		-83 292			-83 292
Excédent ou déficit de l'exercice N-1/N	-83 292	83 292		-97 976	-97 976
Situation nette	625 110	0	0	-97 976	527 134
Subventions d'investissement					
Amortissement subventions d'investissement					
TOTAL	625 110	0	0	-97 976	527 134

Tableau de mouvements des subventions d'investissement

Néant

Etat des provisions et dépréciations

Néant

Engagements financiers

Engagements donnés

Nature des engagements donnés	Montant en euros
Néant	

Engagements reçus

Nature des engagements reçus	Montant en euros
Néant	

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer	Exercice clos le 31/12/2025	Exercice clos le 31/12/2024
Factures non parvenues	3 600	586
Provision pour congés payés	0	0
Autres charges sociales à payer	0	0
TOTAL	3 600	586

Produits à recevoir	Exercice clos le 31/12/2025	Exercice clos le 31/12/2024
Factures à établir	0	0
Créances sociales (indemnités journalières, autres)	0	0
Concours publics et subventions à recevoir	0	0
Autres produits à recevoir	0	12 187
TOTAL	0	0

Produits et charges constatées d'avance

Néant

Effectifs au 31 décembre

	31/12/2025	31/12/2024
Nombre de salariés	3	3
Dont cadres	0	0

Dons reçus

Tranches d'offrandes nominatives (en euros)	<80	80-149	150-399	400-799	800-1549	1550-2499	>=2500	TOTAL
Nombre d'offrandes par tranche	90	60	93	46	37	11	7	344
Montant des offrandes par tranche (en euros)	3 751	6 005	21 347	25 940	40 255	21 886	26 602	145 876

Etat des avantages et ressources provenant de l'étranger

Pour l'avantage ou de la ressource reçu : KIRCHGMEINDE					
Date	Personnalité juridique du contributeur	Nature	Caractère direct ou indirect	Mode de paiement	Montant ou valorisation
Du 05-12-2025 au 18-12-2025	Personne Physique	Offrande	Indirect	Virement	1 064,80
Total des avantages ou des ressources reçus de l'étranger					1 064.80

Activité Fiscalisé

	Recettes	Dépenses	Résultat
A. Manifestations de soutien au profit de l'AC (les 6 premières)			
Produits divers	4 505	0,00	4 505
B. Manifestations de soutien (au-delà de la 6ème)			
<i>Sous-total : A + B =</i>			
C. Revenus patrimoniaux (1)			
Mise à dispo locaux	2 920	0,00	2 920
D. Revenus financiers			
<i>TOTAL GENERAL A + B + C + D</i>	7 425		7 425